

# Stop au projet Sarkozy – Woerth !

**FRONT  
DE GAUCHE**

## LES ACTIONNAIRES

### doivent payer la crise !

La **mobilisation** qui s'engage contre le projet de réforme des retraites décidé par Eric Woerth et Nicolas Sarkozy est un **enjeu majeur pour l'avenir de la société française**. La réforme dévoilée ces derniers jours constitue une régression sociale d'ampleur historique. **Le report des âges légaux à 62 ans et 67 ans va appauvrir encore plus les retraités**, dont la situation n'a cessé de se dégrader. **Ce sont les salariés du privé comme ceux du public, dont les cotisations seront relevées, qui paieront l'essentiel du coût de ces mesures**. Et les femmes seront encore plus pénalisées ! La pseudo « contribution du capital » est purement symbolique. Ainsi les actionnaires sont censés contribuer pour 645 millions d'euros par an, alors que les seuls entreprises du CAC 40 ont distribué pas moins de 35 milliards d'euros de dividendes en 2009.

Il ne s'agit en rien de sauver la retraite par répartition : en annonçant sa réforme, le gouvernement a clairement indiqué qu'il cherchait avec ces mesures à **rassurer les marchés financiers**. Pour Nicolas Sarkozy, il est indispensable d'envoyer un « signal » aux élites financières et économiques en leur montrant qu'il est déterminé à mettre en œuvre une **politique d'austérité brutale**. Dans toute l'Europe, les gouvernements, qu'ils soient libéraux ou socio libéraux, affichent leur soumission totale aux pouvoirs de la finance et des banques qui exigent des mesures d'appauvrissement des populations pour assurer leurs bénéfices.

Le conflit qui est engagé aujourd'hui en France sur la question des retraites est un **enjeu pour tous les peuples d'Europe**. Un coup d'arrêt à la politique de Sarkozy par la mobilisation serait un **encouragement pour tous les peuples qui résistent**, en Grèce, en Espagne, en Allemagne... aux politiques libérales.

**Mettre en échec Sarkozy suppose d'engager une mobilisation d'ampleur, unitaire, déterminée du monde du travail et de la gauche dans son ensemble**. La victoire des travailleurs sans papiers mobilisés à la Bastille montre **qu'il est possible de faire céder ce gouvernement**. La droite a été désavouée, sa politique et sa légitimité profondément remises en cause aux élections régionales de mars 2010. Et chaque semaine apporte son lot de révélations et de scandales sur la dégradation des affaires publiques, les conflits entre intérêts privés et publics. **Avec Sarkozy, c'est le règne sans limite de l'argent** roi alors que les conditions de vie sont de plus en plus difficiles pour la population.

## AVEC LES MOBILISATIONS DU 24 JUIN, LA PEUR VA CHANGER DE CAMP

Il est décisif de les faire céder. Avec la remise en cause de la retraite à 60 ans, c'est une des conquêtes sociales fondamentales gagnées par le mouvement ouvrier en France qui est attaquée. **Contre ce progrès humain essentiel qui profite à tous, leur logique, c'est « travailler sans limite » pour accroître les profits au maximum**.

**Une autre logique est possible**. Elle suppose d'oser s'en prendre à la dictature des actionnaires. C'est ce que le **Front de gauche** est déterminé à faire en défendant jusqu'au bout les **intérêts des salariés et des jeunes dans le sens de l'intérêt général**. Nous voulons **ouvrir la voie d'une gauche qui fasse payer la crise aux banques, aux actionnaires et qui n'hésite pas, pour cela, à remettre en cause les traités européens libéraux**. C'est la condition pour bâtir une Europe au service des peuples. Pour le Front de Gauche la retraite doit rester à 60 ans à taux plein, sans augmenter la durée de cotisations.

Cette perspective nouvelle, nous voulons la construire avec toutes celles et tous ceux qui veulent battre la droite et **bâtir une véritable alternative à gauche**.

# RETRAITES : LE FRONT DE GAUCHE PROPOSE

La retraite est un droit auquel nous sommes très attachés. Les années gagnées en espérance de vie doivent permettre d'augmenter le temps de la retraite.

- **Un départ à 60 ans à taux plein** (75% du salaire de référence) pour tous et toutes avec la prise en compte de la pénibilité, négociée avec les organisations syndicales, de professions particulières donnant droit à des départs anticipés.
- **Un système basé sur les cotisations salariés et employeurs**
- **Un régime de retraite par répartition avec une indexation des pensions sur les salaires et non les prix.** Nous voulons abroger les réformes Balladur et Fillon et le retour aux dix années de références pour le secteur privé.
- **Un régime complémentaire actuel à consolider et à pérenniser** dans le cadre de négociations avec les organisations syndicales.
- **Les dispositions spécifiques pour les femmes** doivent être maintenues et améliorées par la négociation.
- **La prise en compte des années d'études et de formation dans le calcul de la retraite.**

## C'EST POSSIBLE AVEC UNE AUTRE POLITIQUE ET UN AUTRE PARTAGE DES RICHESSES

Depuis 30 ans, les salariés français ont augmenté leur productivité et la richesse produite par notre pays considérablement. Captés aujourd'hui par la finance aux profits des actionnaires et des fonds spéculatifs, il faut les réorienter.

- Mise en place de cotisation au même taux que pour les salaires sur les revenus financiers des entreprises pour la protection sociale dont les retraites et des revenus ainsi que sur les dividendes et autres systèmes d'intéressement. Cela rapporterait **22 milliards pour les retraites**
- Supprimer les **30 milliards d'exonération de cotisations sociales** dont bénéficient le patronat. Ces cadeaux n'ont créé, ni sauvé aucun emploi, pire ils ont permis aux entreprises de financer leurs délocalisations.
- Une grande politique de recherche et d'industrie et de planification écologique, mobilisant autrement le crédit bancaire, pour l'emploi, la formation et les salaires, pour solidifier les caisses de protection sociale et de retraite. 100 000 emplois, ce sont **2 milliards de cotisations sociales de plus.**
- Une réforme du financement passant par une refonte des cotisations avec la modulation de leur calcul, pour pénaliser les entreprises qui réduisent l'emploi et les salaires.

**# LES PARLEMENTAIRES DU FRONT DE GAUCHE ONT DEPOSE UNE PROPOSITION DE LOI ASSURANT LA RETRAITE A 60 ANS A TAUX PLEIN AINSI QUE SON FINANCEMENT DANS LE CADRE DU SYSTEME PAR REPARTITION**

**POUR DEFENDRE LES RETRAITES  
IL FAUT UNE GAUCHE  
QUI NE RECULE PAS !**

